



Communiqué de presse

19 février 2024

L'avenir de l'industrie ? Les travailleurs !

A plus d'un titre, l'industrie doit pleinement entrer en transition. D'une part, les défis climatiques imposent aux acteurs industriels d'être ambitieux pour développer des solutions respectueuses des populations et de l'environnement. D'autre part, l'industrie doit redorer son blason et redevenir attractive au sein de la société. Pour y parvenir, des initiatives patronales bourgeonnent régulièrement : mise en avant d'un investissement, appel aux politiques pour soutenir un projet, interviews de décideurs patronaux, photos et sourires à l'inauguration d'une nouvelle machine,... Prochain rendez-vous en date, celui du 20 février 2024 : la « déclaration d'Anvers ». En présence de la Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et du Premier ministre belge Alexander De Croo, plusieurs dizaines de chefs d'entreprises mettront en avant leurs visions d'avenir. Qu'en est-il des travailleurs ? Ne sont-ils pas eux aussi acteurs du secteur ? Ne peuvent-ils pas également être moteurs du changement ? Plus fondamentalement, peut-on aborder l'avenir de l'industrie sans impliquer les travailleurs ?

Ces questions trouvent écho dans le manque d'attention qui leur est notamment porté lorsqu'il s'agit de déterminer la stratégie de leur entreprise ou de leur secteur. Pourtant, l'intégration des attentes des travailleurs est fondamentale pour atteindre les défis actuels de l'industrie.

De quels défis s'agit-il ?

- Tout d'abord, la qualité des emplois. Face aux défis démographiques et au besoin croissant de travailleurs qualifiés, l'industrie doit veiller à augmenter son attractivité. Cela passera par des emplois durables et de qualité qui permettent aux travailleurs d'obtenir une juste part des richesses produites, de préserver leur santé et de mieux combiner vie privée et vie professionnelle. Cela passera donc par le développement de la concertation sociale afin de déterminer collectivement des conditions de travail attractives et respectueuses des travailleurs.
- Ensuite, la transition. L'industrie doit pleinement entrer en transition pour réduire son impact sur l'environnement. Le recours aux énergies bas carbone et aux productions moins polluantes implique de nouvelles organisations du travail, de nouvelles compétences, des formations professionnelles,... Autant de domaines où

les employeurs ne pourront pas agir seuls et efficacement. Le développement du savoir et du savoir-faire des forces du travail sera essentiel pour réorienter les entreprises.

En outre, la mutation de l'industrie ira de pair avec une nouvelle approche en matière d'investissements. A ce propos, les syndicats tirent doublement la sonnette d'alarme :

- La fuite de capitaux est une réalité dans l'industrie : les années fastes sont synonymes de distributions massives de dividendes. Dans certaines branches d'activités industrielles, l'intégralité des bénéfices s'est évaporée au profit des actionnaires et au détriment des investissements dont notre société a besoin. Comment réorienter l'industrie lorsqu'elle se retrouve amputée de ses capacités d'investissement ?
- Le nouveau pacte d'austérité récemment annoncé par la classe politique européenne signifierait des restrictions budgétaires à hauteur de 27 milliards d'euros pour la Belgique d'ici à 2027. Il est inenvisageable de combiner une telle austérité budgétaire avec les investissements massifs qui sont nécessaires pour orienter la collectivité et l'industrie vers de nouveaux horizons plus respectueux des travailleurs, des populations et de l'environnement.

Ces questions et ces priorités seront portées haut et fort par nos représentants syndicaux européens qui participeront aux discussions du 20 février à Anvers. De même, ces questions et ces priorités seront défendues avec force par nos syndicats parce que l'avenir de l'industrie sera avec les travailleurs ou ne sera pas.

Nous demandons au gouvernement belge de s'en rappeler au moment où il occupe la Présidence tournante du Conseil de l'Union européenne, au moment où il a la charge d'organiser les discussions sur l'avenir de l'industrie, et au moment où la voix des travailleurs ne semble malheureusement pas encore la plus écoutée.

Infos et réactions :

- Hillal Sor - MWB : 0494/90.81.51
- Stéphan Piron – SETCa : 0474/78.64.37
- Sébastien Dupanloup – La Centrale Générale – FGTB : 0476/26.69.63
- Andrea Della Vecchia – La Centrale Générale – FGTB : 0474/49.74.38
- Koen De Kinder – CSCBIE : 0478/45.42.55
- Jean-Marc Lepied – CNE : 0473/84.14.19
- Lieve de Pretter – CSC Metea : 0479/65.96.22

Si vous souhaitez recevoir nos communiqués à une autre adresse ou ne plus les recevoir, envoyez-nous un message: press@accq.be.